



Race contre classe ?

Conceptum sacer ou la vie nue des concepts

Elsa Dorlin

DANS **POUVOIRS** 2022/2 N° 181 , PAGES 5 À 19

ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0152-0768

ISBN 9782021499148

DOI 10.3917/pouv.181.0005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://droit.cairn.info/revue-pouvoirs-2022-2-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

RACE CONTRE CLASSE ?

CONCEPTUM SACER

OU LA VIE NUE DES CONCEPTS

Il est difficile d'intervenir sur « le retour de la race » dans les sciences humaines et sociales (SHS) en France – puisque c'est en ces termes que la revue *Pouvoirs* m'a invitée à prendre part à ce numéro. L'expression est un serpent de mer, elle n'en finit pas elle-même de revenir¹. Il faudrait déplier l'actualité dans laquelle elle se pose et saisir toutes ses dimensions : universitaire, disciplinaire, épistémique, politique, nationale et internationale, militante et sociale, partisane et médiatique. Les recherches sur les racismes, les processus de racialisation et les usages critiques de la notion de race se sont menées depuis les années 2000 dans un champ de mines qui marque bien au-delà de lui-même des positions politiques et partisans – y compris celles qui se parent de la neutralité scientifique. Et ce début de décennie 2020 a été ponctué tous les semestres, trimestres voire tous les mois, par une nouvelle guerre des mots, guerre aux mots, qui entrave la possibilité même d'intervention réflexive et rétrospective sur ce qui s'est joué et se joue quant au renouvellement de nos corpus et analyses des modalités complexes de racialisation des rapports sociaux contemporains et de leur historicisation. L'« intersectionnalité », l'« islamophobie », le « genre », la « race », le terme « *woke* », et même la « déconstruction », sont devenus des cibles, des stigmates ; ils apparaissent dans des slogans de campagnes, de tribunes et des éditoriaux, font l'objet de débats parlementaires², qui en fixent le sens commun et la charge offensive

1. Cf. Étienne Balibar, « Le retour de la race », *Mouvements*, n° 50, 2007, p. 162-171.

2. Magali Bessone rappelle cette série infernale (« Antiracisme : la guerre des facs n'aura pas lieu », AOC.media, 8 septembre 2020) et, depuis, la chasse aux « islamo-gauchistes », au « wokisme », s'est déchaînée. Cf. Stéphane Dufoix, « “Islamo-gauchisme” : s'en prendre à

et offensante. Des concepts sont mis à nu, comme livrés à eux-mêmes : désaffiliés de leur généalogie et de leur bibliothèque, de leurs édifice et environnement intellectuels et contextuels, certain.e.s se sentant autorisé.e.s à se déchaîner contre eux, à les défigurer, à les traquer – eux et celles et ceux qui les travaillent –, à les mettre à mal et à mort³.

Que des concepts, relativement techniques pour certains d'entre eux, comme celui d'intersectionnalité, soient « vulgarisés » n'est en rien inédit et encore moins problématique ici ; et qu'aux marges ou en dehors de la production de savoir scientifique institutionnalisée on trouve d'autres lieux et communautés de production de connaissances, d'autres modes d'objectivation raisonnée, savante, constituant des sources de théorisation et de réflexion, instaurant des dialogues avec les recherches menées au sein de l'Université et des laboratoires, non plus⁴. Pourtant, on ne cesse de nous l'asséner, le problème serait que des notions et même des visions du monde qualifiées de profanes, partisans ou militantes sont entrées illégalement dans l'Université. Le terme « race » – comme l'ensemble des notions qui en seraient les satellites – cristallise toute l'attention, entretenant l'idée anxiogène d'un retour de la race, de l'essentialisme ou du naturalisme des « différences », de la « race » des idéologies racistes. Et les recherches et enseignements en SHS se mènent désormais sous une surveillance gouvernementale académiquement liberticide. Contre la race, l'enjeu serait donc de défendre, avec l'Université et ses publics, la science contre l'idéologie. Cette interprétation ministérielle du problème fait évidemment elle-même partie du problème. Au fond, elle témoigne bien d'une guerre du sens, sourde, profonde, celle qui sévit depuis longtemps sur le terme même d'idéologie. Ironie du sort, « l'idéologie » fait ainsi (de nouveau) l'objet d'une bataille rangée pour déterminer le sens de ce qu'est « l'idéologie ». Le « retour de la race » signale d'abord et avant tout cette nouvelle bataille, cette véritable lutte idéologique qui fait rage sous couvert de lutte contre les idéologies.

Dans sa version universitaire, ce débat s'est, en partie, constitué autour de l'idée selon laquelle la race et les travaux relatifs à la compréhension des racismes auraient occulté une approche sociale... des

la recherche montre l'impossible décolonisation de l'université», TheConversation.com, 9 novembre 2020.

3. Le terme d'« idéicide » est employé par Achille Mbembe (« Pourquoi ont-ils tous peur du postcolonial ? », AOC.media, 21 janvier 2020).

4. Comme en témoigne, par exemple, le précieux travail de diffusion et de traduction effectué par nombre de maisons d'édition indépendantes (Amsterdam, La Fabrique, Divergences, PMN, Libertalia, Cambourakis, B42...) et de blogs, revues et sites internet militants.

antagonismes sociaux ; ou, plus simplement, que la race aurait effacé la classe en termes d'outils d'analyse critique. On pourrait pourtant rappeler que l'effacement de la « classe » n'a pas attendu l'inflation des polémiques médiatiques autour de la race – ni même le renouvellement des travaux en France sur le racisme de ces vingt dernières années. Il faudrait plutôt interroger la surexposition *et* la disparition dans le débat public d'outils d'analyse – respectivement, ceux du racisme, d'une part, et ceux des inégalités et injustices sociales, d'autre part – comme appartenant à un seul et même dispositif idéologique. Ce sont ces deux mouvements qu'il s'agit de comprendre ici ensemble, deux mouvements d'un même balancier qui fait jouer la race ou la classe, la race contre la classe. Tout se passe en effet comme si les travaux et recherches sur le racisme ne portaient pas sur, et ne théorisaient pas *centralement*, les classes populaires, les inégalités et injustices sociales, les antagonismes de classe ; comme si le racisme lui-même était à proprement parler déréalisé, voire « désocialisé », pour ne rester qu'un affect, un (res)sentiment, une représentation, une faille psychique qui relève de la responsabilité de chacun.e...

Si, du côté des éditoriaux témoignant d'une extrême droitisation de la pensée des plus nauséabondes, la « classe » s'apparente dorénavant ouvertement à une arme idéologique de déni du racisme en France et désigne des universitaires et des chercheur.e.s comme des prosélytes anti-Lumières et des idéologues fanatiques, du côté « savant », on parle de « dérive identitaire »⁵ colonisant les SHS. Cette dérive serait à la fois le fait des mouvements antiracistes – et féministes désignés intersectionnels – mais aussi des collègues travaillant sur le racisme et le genre. La délégitimation et la disqualification d'un corpus – mal cité, méconnu ou ignoré – s'opèrent aussi par le simple fait de nier la distance entre objet et sujet de connaissance. Or cette négation autorise également à ne pas problématiser le déplacement méthodologique, voire la refondation épistémologique, de nombre de travaux en SHS sur les rapports sociaux quant à la relation de connaissance elle-même, à l'objectivation, au perspectivisme et à la réflexivité⁶. Elle permet encore de ne jamais s'interroger, se situer dans et depuis une socio-histoire des intellectuel.le.s, de

5. Je renvoie à la critique de Michelle Zancarini-Fournel (« Les erreurs d'un livre », *En attendant-Nadeau.fr*, 25 février 2021) de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, *Race et sciences sociales*, Marseille, Agone, 2021 – il n'est d'ailleurs pas anodin que ce soit chez Agone que ce texte d'intervention et de compilation d'articles ait été publié.

6. Cf. Isabelle Clair, « Les Belhoumi, une famille modèle ? Note critique de *La France des Belhoumi*, Stéphane Beaud, 2018 », *Revue française de science politique*, vol. 1, n° 70, 2020,

l'Université et des disciplines, sur la ligne de fracture – en termes de classe, de race et de genre – qui se dessine en creux entre les universitaires du *social* et les tenants de la race⁷. Le capital symbolique, le privilège épistémique, jouent à plein au cœur de cette polémique entre les universitaires et chercheur.e.s pour décréter la frontière entre conscience de classe et fausse conscience, entre analyse des classes populaires et apologie de l'identité. La référence à la classe – sociale, populaire – et à son étude apparaît dès lors comme un critère de distinction entre scientificité et partialité, pseudoscience ou idéologie.

DE LA RACE AU SEXE, À LA CLASSE ET RETOUR

8 Dans le langage courant, la « race » appartient toujours à une histoire du racisme dit biologique et à la science nazie. Toutefois, oublier la « race », la rayer du vocabulaire – la rayer en un sens pseudo-scientifique et donc prétendument révolu – est problématique. Cela éclipse la nécessité cruciale d'étudier la poursuite ininterrompue des recherches sur la race et les marqueurs raciaux au sein des sciences biologiques et médicales contemporaines, depuis 1950-1951 et jusqu'à nos jours⁸. Cela contribue également à produire de l'ignorance et une forme d'inintelligibilité, de monstruosité même, vis-à-vis des recherches contemporaines en SHS qui ont redéfini la race comme un outil d'analyse critique des processus de racialisation constitutifs de la modernité, des pensées raciales, des formes structurelles, culturelles de racisme, et de ses mutations contemporaines⁹. Le terme de race est aussi historiquement travaillé dans les processus d'autodétermination, de subjectivation ou de conscientisation des mouvements intellectuels, sociaux, politiques et culturels afro-descendants et décoloniaux. Cette re-signification de la « race » connaît donc des expressions multiples, mobilise différentes boîtes à outils et approches, contextualisées et situées, et ses conceptualisations constituent une vaste, très vaste bibliographie. Les difficultés ou même

p. 124-129; *id.*, « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 213, 2016, p. 66-83.

7. Cf. l'important dossier en ligne « Intersectionnalité » coordonné par Abdellali Hajjat et Silyane Larcher (Mouvements.info, 12 février 2019).

8. Cf. les déclarations de l'Unesco de 1950 et 1951 rassemblées dans *Le Racisme devant la science*, Paris, Unesco-Gallimard, 1960; « Un racisme sans races : entrevue avec Étienne Balibar », *Relations*, n° 763, 2013, p. 13-17.

9. Cf. Lila Belkacem, Lucia Direnberger, Karim Hammou et Zacharias Zoubir, « Prendre au sérieux les recherches sur les rapports sociaux de race », Mouvements.info, 12 février 2019.

les écueils d'une telle re-signification critique de la race ont également fait l'objet – au moins depuis les années 1980 et principalement en anglais – de discussions au sein des SHS¹⁰.

Ces débats en France n'ont pas eu lieu, n'ont pas pu avoir lieu. On peut évoquer la question de la langue et de la traduction, les traditions intellectuelles et contextes socio-historiques nationaux, la socio-histoire des disciplines et des professions universitaires et scientifiques en SHS en France ou la riposte conservatrice qui se joue au sein de l'Université au moment même où elle subit une série de réformes néolibérales portant atteinte aux conditions de travail des enseignant.e.s, chercheur.e.s et étudiant.e.s. Outre ces facteurs, il est possible de ressaisir ce qui compromet et empêche la possibilité même de mener des débats et des disputes théoriques dignes de ce nom, depuis une archéologie d'une dispute impossible.

En 1984 (déjà), la revue *Le Genre humain*, portée par le Groupe d'étude d'histoire du racisme au CNRS, publie son onzième numéro, *La société face au racisme*, en écho justement à son numéro inaugural, *La science face au racisme*, paru trois ans plus tôt. Il s'agit d'analyser la prégnance du racisme au sein de la société, alors même que le terme de race n'y a plus droit de cité. Le climat politique est délétère et l'équipe qui élabore le numéro, considérant que les explications scientifiques ont une fonction pédagogique cruciale, dresse un état des lieux des logiques et processus renouvelés de « re-réalisation » de la race en France (mais aussi au Japon et en Afrique du Sud notamment), depuis des perspectives variées, socio-historique, psychanalytique, littéraire et sociologique. Parmi les contributions, un texte de Colette Guillaumin rejette l'explication anthropologique qui voit dans tous les phénomènes de racisme une xénophobie larvée ou agressive constitutive de la nature humaine et considère que, sans la « race », le racisme n'en demeure pas moins une réalité sociale, institutionnelle et culturelle massive. La race désigne un « univers sémantique »¹¹, historicisable, un système de signes (quelques années plus tôt, elle le définissait comme système de marques, « de marqueurs des rapports sociaux imposés par le groupe dominant à

10. On peut rappeler les débats qu'ont suscités des ouvrages comme *Against Race* (2000), de Paul Gilroy, ou les positions de Kwame Anthony Appiah sur la nécessité d'éliminer la race de nos boîtes à outils critiques.

11. « Avec ou sans race », *Le Genre humain*, n° 11, 1984, p. 219. En 2005, Étienne Balibar parle du « caractère conflictuel de la "sémantique" du racisme » (« La construction du racisme », *Actuel Marx*, n° 38, 2005, p. 13).

ceux et celles qui sont dans sa dépendance matérielle¹²) qui structure et signifie l'organisation sociale. L'on peut parler, en lieu et place de la *race*, d'ethnie, de culture, de génétique, de religion, d'identité... ce qui compte, ce n'est évidemment pas le mot mais sa fonction idéologique. Colette Guillaumin rappelait ainsi qu'en faisant disparaître la *race*, en la renvoyant à un racisme biologique réputé révolu, le groupe dominant a fabriqué un « bain idéologique » où il s'agit à la fois d'euphémiser toute conflictualité sociale et d'anesthésier la mémoire historique (« l'histoire devient le passé, passé qui ne saurait avoir quelque rapport avec le présent¹³ »). Ce bain a donc activement participé d'une forme de pacification idéologique des antagonismes de classe et des conflits sociaux, et par là même d'une forme de déréalisation du racisme comme modalité d'organisation de la division sexuelle et raciale du travail, de stratification sociale et de signifiant au sein du capitalisme postindustriel.

Pendant plus de quarante ans, l'effacement de la *race* a imposé un cadre intellectuel et une certaine discipline aux recherches sur les racismes. Dans le contexte de la fin des années 1980, celui du néolibéralisme économique et intellectuel, on assiste à l'émergence d'un consensus. Articulées au contexte français, cette décennie et la suivante se caractérisent ainsi par une tension entre deux galaxies intellectuelles : celle qui renouvelle un républicanisme dit universaliste et tolérant (de « l'égalité des chances » aux débats sur l'impossible « intégration ») ; et celle, issue d'un libéralisme anglo-saxon, qui articule multiculturalisme et (choc des) « civilisations ». Deux galaxies d'un même système théorique, comme deux versions d'une même riposte idéologique antimarxiste et d'un déni du racisme structurel au sein des démocraties représentatives occidentales. Les races, les cultures, les religions... écrit Colette Guillaumin, c'étaient les *Autres* : « D'abord de couleur on n'en a pas, de religion on a la vraie (ou bien on n'en a pas), de façons de vivre on a les seules qui soient et normales et humaines¹⁴. » Ce solipsisme se traduit par un privilège épistémique mais aussi par un privilège à l'idiosyncrasie au sein de la recherche scientifique, permettant d'être interpellé.e comme un sujet savant, et non comme un représentant de tels ou tels groupes naturels, sociaux, culturels ou religieux. Le solipsisme universaliste et universitaire recouvre les

12. *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Paris, Côté-femmes, 1992, p. 180 (texte paru initialement dans *Pluriel*, n° 11, 1977, p. 39-55).

13. « Avec ou sans race », art. cité, p. 217.

14. *Ibid.*, p. 219.

conditions matérielles, socio-historiques, à partir desquelles une vision du monde, une compréhension de la réalité sociale, s'impose – à partir desquelles un savoir fait autorité. Cela permet, par exemple, d'énoncer qu'il n'y a pas de différence entre les êtres humains (qu'ils sont égaux en droits et devoirs), que la race n'existe pas, que les expériences du racisme, leurs expressions et intellections, nécessitent d'être traduites en des termes et des cadres « scientifiques » mais sans la référence à la notion critique de race.

Dans la sphère publique, le débat s'est cristallisé à la fin des années 1990 sur ce que l'universalisme républicain entendait publiquement concéder en termes de hiatus entre droits formels, inégalités concrètes et réalité sociale du racisme. Il le fera autour de la représentativité, de la différence qui compte : ce sera « le sexe » et non « la race », le sexisme contre le racisme. Les discussions sur le bicentenaire de la Révolution française, puis sur la « singularité française » (en matière de féminisme de la « complémentarité des sexes »), la parité ou les statistiques ethniques en constituent des scènes privilégiées. Celle sur la parité oppose les pour et les contre mais aussi, plus souterrainement, les réflexions sur la promotion juridico-politique de la citoyenneté, les problématiques de visibilité et de reconnaissance – qui constituent le terreau d'une partie des travaux émergents sur le racisme et le féminisme en France dans les années 2000¹⁵ – et des voix moins audibles. Ces dernières, d'une part, prennent occasion de la parité pour rappeler la généalogie de la nationalisation et de l'abstraction bourgeoise des droits dits de l'homme depuis la Révolution¹⁶ et, d'autre part, face à ce qui s'apparente à un jeu de bonneteau rhétorique où tour à tour disparaissent les antagonismes de classe, le sexisme ou le racisme, elles travaillent à une critique de la modernité (la part d'ombre des Lumières), sur les mutations du capitalisme lui-même et donc de ses dimensions intrinsèquement patriarcales, raciales et postcoloniales¹⁷.

À travers la promotion d'une meilleure représentation du « genre humain » et d'une différence jugée désormais essentielle (la différence

15. Comme en témoigne en philosophie le nombre de contributions, de thèses et de références à la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth dans les années 2000 et 2010.

16. Cf. *L'Homme et la Société*, n° 94, *Dissonances dans la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 1989, notamment les contributions d'Eleni Varikas, Michèle Riot-Sarcey, René Gallissot et Olivier Le Cour Grandmaison.

17. Rappelons au passage que la théorisation du capitalisme patriarcal et racial est « disponible » dès 1983 en français à travers la traduction, aux Éditions des femmes, d'Angela Davis, *Women, Race and Class* (1981).

sexuelle) au sein de la vie démocratique, ce qui s'est joué, c'est la constitutionnalisation d'une identité française aux dépens d'une prise en compte politique – mais pour une part également théorique – des inégalités sociales en tant qu'elles sont structurées par le genre, la sexualité, la couleur, la religion et l'origine¹⁸. Deux effets notables s'ensuivront : premièrement, les discussions sur la suppression du terme « race » au sein de la Constitution de 1958 ; deuxièmement, le piège dans lequel sera pris le mouvement féministe – et dans lequel un pan de ce mouvement se mettra – face aux mobilisations antiracistes à l'occasion notamment de la loi de 2004 sur les signes religieux¹⁹. Cette constitutionnalisation d'une identité française qui entre en résonance avec les débats des années 2000 et 2010 sur l'identité nationale, les valeurs de la République, Colette Guillaumin en repérait certaines prémices dès 1984 en des termes plus radicaux. Elle identifie un basculement cette année-là : un retour non pas tant de la race mais de l'affirmation identitaire en termes racisés – ce qu'elle appelle l'autoracisation des dominants²⁰. La référence au Front national et aux discours de la préférence nationale, de la France aux Français, etc., était omniprésente et, quarante ans après, s'est normalisée dans la vie politique française. Sous une forme larvée, du côté de la droite républicaine, Nicolas Sarkozy a été l'un des premiers à s'autodéfinir comme homme, hétérosexuel, catholique²¹. À gauche et à l'extrême gauche, on trouve également dès les années 1980 des expressions identitaires – partisans mais aussi savantes – qui mobilisent la nation, bientôt la laïcité bien sûr, mais aussi... la « classe sociale ». La classe sociale s'est constituée comme le signe d'une autodétermination implicite de couleur, d'origine ou de culture nationale, et comme un marqueur épistémique. Or la contre-offensive de la « République », des « Lumières », de la « laïcité » mais aussi de la « classe sociale » contre « l'identité », « le genre » et la « race » a considérablement appauvri, affaibli le concept de classe, en tendant

18. Cf. Éric Fassin, « La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations », *Multitudes*, n° 26, 2006, p. 123-131.

19. Cf. respectivement Magali Bessone, « Analyser la suppression du mot “race” de la Constitution française avec la *Critical Race Theory* : un exercice de traduction ? », *Droit et société*, n° 108, 2021, p. 367-382 ; Nacira Guénif-Souilamas et Éric Macé, *Les Féministes et le garçon arabe*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2004.

20. L'usage autoréférentiel de la race (par exemple, « race blanche », « européenne », « française », « latine »...) a été étudié par Colette Guillaumin dans *L'Idéologie raciste* (1972) à partir des textes de Gobineau et Vacher de Lapouge.

21. Catherine Achin et Elsa Dorlin, « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président », *Raisons politiques*, n° 31, 2008, p. 19-45.

soit à l'effacer, soit à le tirer vers un équivalent de « Blancs », « Français » et de toute façon non-musulman²².

LE RETOUR DE LA CRITIQUE DE L'IDÉOLOGIE

À la même période que la sortie du numéro onze de *Genre humain*, au-delà des frontières françaises se tient un débat particulièrement riche non seulement sur les mutations du capitalisme contemporain et son historiographie mais également sur les outils critiques du matérialisme historique et dialectique. En Angleterre notamment, sous l'impulsion du Center for Contemporary Cultural Studies, à l'université de Birmingham, Stuart Hall, qui en a repris la direction en 1968, avant de rejoindre l'Open University, à Londres, en 1979, nourrit une abondante discussion menée par les universitaires de gauche pour saisir ce que fait la machine de guerre idéologique du thatchérisme à la réalité sociale. Dans les années 1980 et 1990, Hall consacre plusieurs conférences aux signifiants flottants que sont la race, l'ethnie et la nation, appelant à l'étude contextualisée de leurs effets réels, culturels *et* matériels. À l'intersection du marxisme et du postmodernisme, Hall pense l'historicité de la « fracturation » de la classe ouvrière selon les lignes de couleur héritées de la colonisation. Race et classe ne sont pas deux entités, deux modes d'intellection de la réalité sociale. Il déploie, à partir des *Cahiers de prison* (1948-1951), d'Antonio Gramsci, et d'une relecture du concept d'idéologie de Louis Althusser, une approche qui bouleverse radicalement toute une série de concepts, d'outils d'analyse, et s'oppose au réductionnisme de classe – l'expérience vécue des antagonismes de classe, la race et le genre définissant justement « l'identité » comme un enjeu de lutte idéologique²³. Ce décentrement, non pas tant de la classe, mais bien d'une certaine compréhension du déterminisme économique, s'est tenu sur des lignes proches au sein des études féministes, de genre et sur la sexualité (ouvrant de houleuses discussions autour des matérialismes féministes²⁴). De la même façon, les *subaltern studies* ont ouvert, à partir de Gramsci encore, une

13

22. Cf. Inès Bouzelmat, « Le sous-champ de la question raciale dans les sciences sociales françaises. Pour une approche sociologique des procès en légitimité scientifique », Mouvements.info, 12 février 2019.

23. Cf. notamment Mark Alizart, Stuart Hall, Éric Macé et Éric Maigret, *Stuart Hall*, Paris, Amsterdam, 2007 ; Malek Bouyahia, Franck Freitas-Ekué et Karima Ramdani (dir.), *Penser avec Stuart Hall*, Paris, La Dispute, 2021.

24. Isabelle Clair et Maxime Cervulle, « Lire entre les lignes : le féminisme matérialiste face au féminisme poststructuraliste », *Comment s'en sortir ?*, n° 4, 2017, p. 1-22.

autre conceptualisation des antagonismes de classe très débattue²⁵. Aux États-Unis, nombre de contributions majeures s'interrogent sur ce que fait le tournant linguistique au matérialisme historique. Et, surtout, sur ce que fait idéologiquement le capitalisme tardif, le néolibéralisme aux mouvements sociaux, mais aussi aux pensées critiques et à la création : quel lien entretient-il avec eux (déconstruction, subversion, émancipation)²⁶ ? Ces décennies 1980 et 1990 marquent le renouveau du marxisme, des marxismes anglophones, et on doit au marxisme noir, au radicalisme noir (et à l'ouvrage classique de Cedric Robinson, *Black Marxism*, paru en 1983), ainsi qu'aux études critiques du droit portées par Derrick Bell²⁷, d'avoir refondé le matérialisme historique depuis la compréhension et l'historicisation du mode de production capitaliste racial, tout en pointant les dégâts de la pensée libérale et les dysfonctionnements structurels des dispositifs juridico-politiques de lutte contre les discriminations raciales – surtout lorsqu'ils s'imposent comme la solution aux discours, pratiques, imaginaires et institutions racistes présentes²⁸. Or cette bibliothèque du radicalisme noir de langue anglaise n'a quasiment jamais franchi les frontières hexagonales avant le XXI^e siècle. Plus largement, au contraire du corpus décolonial sud-américain²⁹, le courant « postcolonial » francophone caribéen, porté par des collègues des universités des Antilles, de la Guyane ou de La Réunion³⁰, la pensée haïtienne, le panafricanisme³¹, comme les œuvres et les recherches des collègues francophones sur le continent africain – à l'exception de celles d'Achille Mbembe –, peinent à être reconnus en tant que références *qui comptent*, et leurs publications, pour la plupart éditées chez l'Harmattan ou aux éditions Présence africaine, sont perçues avec un mépris crasse.

25. Cf. Vivek Chibber, *La Théorie postcoloniale et le spectre du capital* (2013), Toulouse, L'Asymétrie, 2018.

26. Fredric Jameson, *Le Postmodernisme, ou la Logique culturelle du capitalisme tardif* (1991), Paris, ENSBA, 2007.

27. Cf. Norman Ajari, *Noirceur. Race, genre, classe et pessimisme dans la pensée africaine-américaine au XXI^e siècle*, Paris, Divergences, 2022.

28. Cf. Hourya Bentouhami et Mathias Möschel (dir.), *Critical Race Theory. Une introduction aux grands textes fondateurs*, Paris, Dalloz, 2017.

29. Cf. Claude Bourguignon Rougier (dir.), *Un dictionnaire décolonial. Perspectives depuis Abya Yala Afro Latino America*, Québec, ÉSBC, s. d. (disponible sur ScienceetBienCommun.pressbooks.pub).

30. Cf., par exemple, Rodolphe Solbiac (dir.), *Penser et repenser le postcolonial dans le monde atlantique*, Paris, L'Harmattan, 2018.

31. Cf. Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2014 ; Pauline Guedj et Nadia Yala Kisukidi (dir.), *Tumultes*, n° 52, *Afrocentricités. Histoire, philosophie et pratiques sociales*, Paris, Kimé, 2019.

En France, les outils d'analyse critique « nationaux » ont pu jouer le rôle de « substituts fonctionnels »³² à certaines problématisations, mais aussi celui de nationalismes épistémologiques. Il faut attendre le début des années 2000 pour qu'une bibliothèque critique de la race ne soit pas juste évoquée en note de bas de page pour mieux être rejetée ou ignorée. L'argument durablement opposable consiste à rappeler la spécificité du contexte états-unien, principale source incriminée des approches critiques de la race, et ainsi la spécificité du contexte historique et intellectuel français, donc la nécessité de ne pas plaquer des cadres d'analyse propres à l'un sur l'autre. Or cet argument tient peu la route.

« IL FAUT DÉFENDRE LA CLASSE »...

Premièrement, les circulations géopolitiques des théories et concepts, ainsi que les migrations, traductions, transformations des savoirs, sont évidemment au centre de la pratique et du travail de recherche. Plus encore, les « théories voyageuses », pour reprendre l'expression d'Edward Said³³, manifestent le plus justement ce en quoi consiste un décloisonnement des perspectives et bibliothèques, un déplacement des frontières y compris disciplinaires et finalement une décolonisation des savoirs³⁴. Certes, les conditions de possibilité de tels voyages sont troubles : en partie policées, elles sont le fait d'un certain impérialisme académique aujourd'hui anglophone face auquel il est nécessaire d'affiner et d'excaver nos généalogies intellectuelles, de développer l'acuité aux allées et venues, échanges et emprunts théoriques. Pour autant, l'accusation d'importation de concepts « étrangers » – envoyés par les campus états-uniens – est toujours une attaque *ad hoc*, voire *ad hominem*. Les idéologies conservatrices, néolibérales et autoritaires voyagent aussi. Que ce soient les *cultural studies* en Angleterre, les études de genre en Amérique du Nord, en Europe, au Brésil ou en Corée du Sud notamment, ou la *critical race theory* aux États-Unis, il n'est pas anodin que tous ces domaines d'études et de recherche aient été et soient actuellement la cible privilégiée d'attaques violentes de la part des partis politiques, de think tanks, des gouvernements et de

15

32. Cf. Razmig Keucheyan, « Gramsci, Bourdieu et les *cultural studies* : hypothèses autour d'une constellation », *Actuel Marx*, n° 64, 2018, p. 194-207.

33. *The World, the Text, and the Critic*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1983.

34. Cf. Seloua Luste Boulbina, « La décolonisation des savoirs et ses théories voyageuses », *Rue Descartes*, n° 78, 2013, p. 19-33.

leurs relais universitaires³⁵, sur des lignes étonnamment identiques à celles qui s'expriment en France, depuis les ministères de l'Enseignement supérieur ou de l'Éducation jusqu'aux essais de confrères et de consœurs.

En outre, dans sa dimension concurrentielle, nombre de docteur.e.s et chercheur.e.s qui tentent d'obtenir des postes, des bourses et financements de recherche, s'inscrivent de fait dans des débats à l'échelle internationale. Or la recherche et son enseignement à l'Université sont mis à mal par la confusion orchestrée des strates, types et scènes de débats sur la race, qui vulnérabilise certains travaux (comme leurs auteur.e.s). Sortis d'une communauté mondiale de pensée – qui est aussi leur milieu professionnel ou de professionnalisation immédiat –, ces travaux sont cités dans des arènes « provincialisées », discutés par des non-spécialistes mais aussi – en janvier 2002, dans un amphithéâtre de la Sorbonne – par des pairs extérieurs à leurs disciplines ou domaines de spécialité. La conséquence est que des scientifiques sont pris à partie à la fois par des non-universitaires ou des universitaires qui se fondent sur des articles de presse, des comptes rendus de seconde main ou des résumés lacunaires de tels ou tels bibliothèques, travaux ou débats. Ce type de critique, qui devrait « normalement » être nul et non avenu, est pourtant médiatiquement ou éditorialement monté en épingle, autodésigné comme « objectif », bénéficiant du label « universitaire » ou « scientifique »³⁶.

L'interpellation publique, les menaces – y compris de mort³⁷ –, la nécessité de « défendre » ses objets, travaux et méthodes dans un contexte si éristique, accusatoire et attentatoire, entérinent le cadre d'intelligibilité du clivage lui-même. Au sein de l'Université et de la recherche, une telle situation redistribue ou redouble aussi des capitaux : en termes de reconnaissance, de légitimité, d'autorité, mais aussi de *temps* et de *force de travail*. Quand certain.e.s s'épuisent à détricoter le brouillage définitionnel dans lequel sont pris leurs outils de travail, s'évertuent à restituer constamment le b.a.-ba d'un champ d'études, le contexte et l'histoire intellectuels d'une problématique ou d'un concept, pour enfin pouvoir présenter leurs recherches, d'autres sont à l'abri et ont en quelque sorte le luxe de devenir des *superspécialistes* « neutres » d'un champ, d'une question

35. Cf. Mark Milla, *La Gauche identitaire, l'Amérique en miettes* (2017), Paris, Stock, 2018 ; Steven Pinker, *Le Triomphe des Lumières*, Paris, Les Arènes, 2018.

36. À titre d'illustration, cf. l'ouvrage de Jean-François Braunstein *La Philosophie devenue folle. Le genre, l'animal, la mort*, Paris, Grasset, 2018, et son compte rendu élogieux par Michel Fichant – « L'homme n'est pas un animal (et réciproquement) », Causeur.fr, 19 octobre 2018.

37. Comme celles dont est régulièrement la cible Éric Fassin.

ou d'une notion dont ils ou elles décident où commence, où finit, son usage militant. Peut-être que « la guerre des facs n'aura pas lieu »³⁸, mais la guerre idéologique qui se joue à l'extérieur de la communauté scientifique comporte bien des rétributions symboliques à l'intérieur de cette communauté pour certaines institutions ou carrières. Et le débat sur la race (le « problème » du racisme en France et de son étude) devient une question de distinction : entre les bons scientifiques (neutres, objectifs, sérieux) et les méchants prosélytes (militants, partiels, délirants), entre les vrais et les faux universitaires – ou même entre un « nous » implicite et un « eux/elles » – et *a minima* entre les bons et les mauvais outils, les vraies, les bonnes épistémologies pour analyser la race et le racisme.

Deuxièmement, une part significative des travaux sur la race, mais aussi sur le genre et les sexualités, loin d'avoir minoré, oublié ou recouvert la « classe sociale », a au contraire participé, voire centralement contribué, à renouveler en profondeur la conceptualisation des antagonismes de classe en France. Au moment où la critique de l'universalisme républicain s'est largement renforcée et diffusée³⁹, le solipsisme épistémique s'est définitivement retrouvé dans la ligne de mire. Il se peut que les politiques publiques de la « diversité », la parité, les mobilisations sociales autour des enjeux de reconnaissance des « identités », aient participé à autonomiser ou à désaffilier ces critiques d'une généalogie marxiste, matérialiste ou radicale, et que face aux développements de ces critiques, en partie portées par une nouvelle génération de chercheur.e.s, adossées à une bibliothèque anglophone, les travaux en SHS (sur le travail et la classe ouvrière, par exemple) aient été, toutes proportions gardées, « ringardisés ». Pourtant, au niveau international, ancrées dans les marxismes hétérodoxes, dissidents ou « nouveaux », nombre de recherches et problématiques sur la race ont réveillé la philosophie marxiste orthodoxe ou la sociologie des classes sociales de leur sommeil dogmatique. En se recentrant sur l'objectivation du mode de production capitaliste avancé ou les critiques du néolibéralisme, les recherches sur les processus de racialisation et les racismes donnent des outils pour repenser la classe. Aussi, plutôt que de parler de « retour de la race », il s'agit plutôt ici de réfléchir dans les travaux actuels au retour de la critique de l'idéologie et du capitalisme, alors même que ce dernier terme avait quasiment disparu

17

38. Cf. Magali Bessone, « Antiracisme : la guerre des facs n'aura pas lieu », art. cité.

39. Cf. Véronique De Rudder, Christian Poirer et François Vourc'h, *L'Inégalité raciste. L'universalité républicaine à l'épreuve*, Paris, PUF, 2000 ; Silyane Larcher, *L'Autre Citoyen. L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage*, Paris, Armand Colin, 2014.

de la littérature en SHS au cours des années 1990 et 2000 – y compris de celle sur les classes sociales. En France, ce sont les révoltes des quartiers populaires en 2005 qui ont notamment suscité des travaux interrogeant la dialectique de la « question sociale » et de la « question raciale »⁴⁰. Les recherches en histoire et anthropologie, en sciences sociales et politiques, menées sur, et depuis, les mouvements historiques contre le, les racismes – dans l’Hexagone ou outre-mer⁴¹ –, ont également contribué à faire le bilan de plus de vingt ans de politiques publiques de déni du racisme structurel⁴² (mais aussi de dépolitisation, de « culturalisation » et de neutralisation des luttes contre le racisme⁴³), bilan du tournant libéral de la pensée majoritaire, en l’occurrence celle du Parti socialiste au pouvoir, qui avait purement et simplement blanchi et vidé le concept même de classe de tout son sens en créant un « problème musulman », ainsi qu’un problème noir qui ne dit pas son nom. Renvoyés à un lumpenprolétariat « étranger », « immigré », noir ou racisé soupçonné de diviser, d’entraver ou de culpabiliser les mobilisations sociales (c’est-à-dire *blanches* ?) sur une ligne qualifiée d’apolitique, séparatiste et affective (victimisation, appel à la repentance, ressentiment, haine de soi, haine de la France, haine des Blancs...) et bientôt jugée « identitaire », « raciale », « racialiste », les associations, les mobilisations et mouvements historiques de lutte contre le racisme ont été et sont un lieu de production de savoir critique qui a aussi permis d’ouvrir des chantiers de recherche et des enseignements universitaires, d’élaborer des grilles d’analyse de la réalité sociale et de travailler depuis d’autres problématiques et bibliographies. Et ce sont les étudiant.e.s, les enseignant.e.s-chercheur.e.s « minoritaires », racisé.e.s, qui pour une large part ont initié et mènent ces travaux au sein d’une Université et d’une recherche françaises très majoritairement réfractaires à l’idée de réfléchir leur « identité », les déterminations de classe, de race et de genre qui les structurent⁴⁴. Dans une certaine mesure, ces universitaires étaient censé.e.s demeurer des objets de savoir et ne pas déployer un discours réflexif sur leur biographie, faire l’autoanalyse de leur expérience du racisme, du sexisme et du rapport de classe – y compris

40. Didier Fassin et Éric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.

41. Cf. Pierre Odin, *Pwofitasyon. Luttès syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, La Découverte, 2019.

42. Cf. Patrick Simon, « La lutte contre les discriminations n’a pas eu lieu. La France multiculturelle et ses adversaires », *Mouvements*, n° 83, 2015, p. 87-96.

43. Abdellali Hajjat, *La Marche pour l’égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam, 2013.

44. Audrey Célestine, Abdellali Hajjat et Lionel Zevounou, « Rôle des intellectuel.les, universitaires “minoritaires”, et des porte-parole des minorités », *Mouvements.info*, 12 février 2019.

dans l'Université et la recherche⁴⁵. À l'inverse, les études sur les antagonismes de classe, les classes sociales, les classes populaires, sont pour partie en passe de constituer un obstacle épistémologique à l'autoanalyse et à la réflexivité. Elles autorisent un droit à la paresse : celui de ne pas lire, de ne pas citer, de ne pas s'objectiver... et de contribuer complaisamment à l'arsenal idéologique des pensées nationalistes *et* néolibérales.

✱

Le débat sur la race contre la classe ne fait pas qu'asphyxier une sphère publique où devrait primer le débat d'idées et la controverse éclairée : il participe centralement d'une lutte idéologique. L'attaque idéologique que subit l'Université, ainsi que les menaces qui planent sur certains domaines des SHS en particulier, est non seulement un « écran de fumée » peinant à cacher les mesures néolibérales qui n'en finissent pas de détruire le service public d'enseignement supérieur et de recherche, mais aussi une réplique en bonne et due forme visant à maintenir une reproduction *sociale* en tant qu'elle est consubstantiellement *raciale*.

19

45. Cf. Maboula Soumahoro, *Le Triangle et l'Hexagone. Réflexions sur une identité noire*, Paris, La Découverte, 2020 ; Kaoutar Harchi, *Comme nous existons*, Arles, Actes Sud, 2021.

R É S U M É

S'interroger sur « le retour de la race dans les sciences humaines et sociales » dans le contexte d'une polémique particulièrement inquiétante, d'une guerre sémantique et idéologique, qui se joue à l'échelle médiatique, politique, partisane, universitaire et intellectuelle, nécessite de revenir à la généalogie des outils d'analyse critiques mobilisés pour penser les rapports sociaux, d'historiciser les déplacements et les renouvellements des cadres d'analyse des processus de racialisation au sein de la recherche en SHS. Loin d'effacer la « classe » et les antagonismes sociaux, les travaux contemporains sur le, les racismes, ont largement enrichi la bibliothèque du matérialisme historique, mais aussi les conceptualisations de l'idéologie ; et participé à remettre au cœur des études socio-historiques, politistes, philosophiques, culturelles, esthétiques, l'objectivation du capitalisme tardif, des inégalités et injustices, des stratifications sociales propre au néolibéralisme.